

La croissance de l'économie du Québec au 20^e siècle

par Roma Dauphin*

* L'auteur est économiste et professeur au Département d'Économie de l'Université de Sherbrooke.

Nous entrons à peine dans un nouveau millénaire que déjà nous nous posons des questions sur le siècle qui se termine. Depuis 1970, quatre livres¹, des centaines de cahiers de recherche, des milliers de documents et des millions de calculs ont porté sur l'économie du Québec. On a cru que tout avait été dit. On avait oublié cependant qu'un recul de cent ans permet d'avoir une meilleure vision de la marche du Québec tout au long du siècle dernier. Cette étude, à cause de la longue période couverte, implique forcément des coûts : à savoir qu'on laisse de côté certains aspects qui auraient trouvé une place dans un ouvrage couvrant une plus courte période.

Le texte ci-joint est étroitement lié à la figure 1 qui trace sur cent ans l'évolution du revenu personnel réel par habitant au Québec. Cet indicateur, qui évolue généralement au même rythme et dans la même direction que le niveau des salaires, est un excellent indice du niveau de vie des Québécois. Selon nos calculs, le revenu réel par habitant aurait été en moyenne de 2 000 \$ entre 1900 et 1910, comparé à un chiffre qui dépasse les 20 000 \$ en l'année 2000. Cela signifie que le revenu réel par habitant est dix fois plus élevé aujourd'hui qu'au début du siècle, un résultat vraiment spectaculaire pour une petite économie qui ne représente environ que 2 % de celle de l'Amérique du Nord.

Le tableau 1 présente le taux de croissance par décennie du revenu personnel réel par habitant. Il indique que quatre décennies ont connu des croissances décennales de plus de 50 % soit 1900-1910, 1940-1950, 1960-1970 et 1970-1980, alors qu'uniquement trois décennies ont présenté des performances inférieures à 20 %. Dans cette catégorie, on retrouve les deux dernières décennies du siècle ainsi que celle de la grande dépression.

Tableau 1

Revenu personnel réel par habitant et taux de croissance décennal, Québec, 1900-2000

Année	Revenu personnel réel par habitant	Période	Taux de croissance décennal
	\$ ¹		%
1900	1 500		
1910	2 500	1900-1910	66,7
1920	3 000	1910-1920	20,0
1930	3 752	1920-1930	25,1
1940	3 827	1930-1940	2,0
1950	5 851	1940-1950	52,9
1960	7 786	1950-1960	33,1
1970	11 855	1960-1970	52,3
1980	18 071	1970-1980	52,4
1990	20 441	1980-1990	13,1
2000	23 500 ²	1990-2000	15,0 ²

1. Dollars constants de 1992.

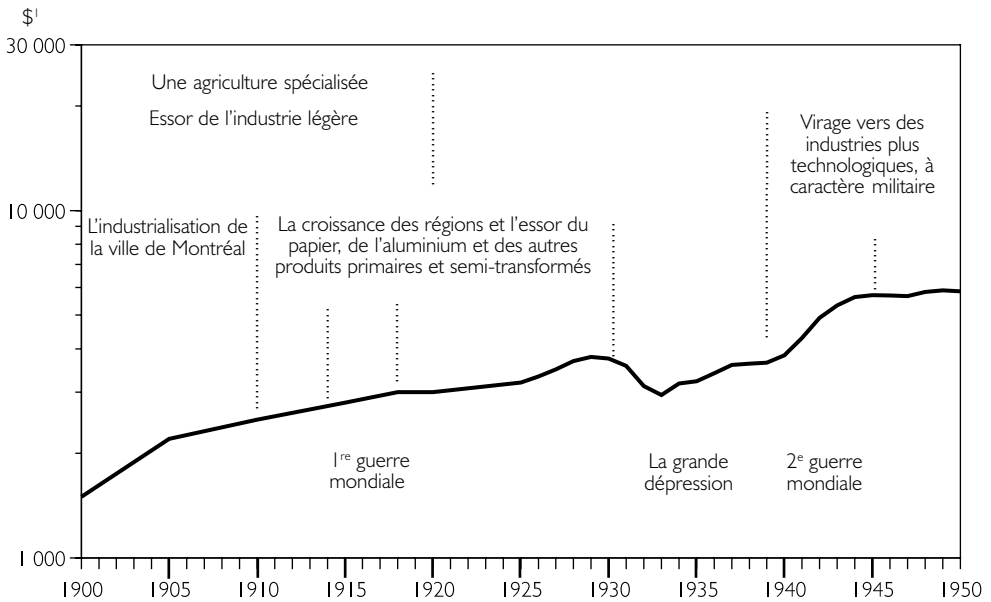
2. Estimation préliminaire de l'auteur.

Sources : Statistique Canada, Cansim D20707 (pour la période de 1981 à 1999); *Statistiques historiques du Canada* (pour la période de 1926 à 1980); Cansim P 100 000 pour l'indice des prix à la consommation (1992=100).
Estimations de l'auteur (pour la période de 1900 à 1925).

1. Voir les références à la fin du texte.

Figure 1

Revenu personnel réel par habitant, Québec, 1900-2000



1. Dollars constants de 1992.

Sources : Statistique Canada, Cansim D20707 (pour la période de 1981 à 1999); *Statistiques historiques du Canada* (pour la période de 1926 à 1980); Cansim P 100 000 pour l'indice des prix à la consommation (1992=100).
Estimations de l'auteur (pour la période de 1900 à 1925).

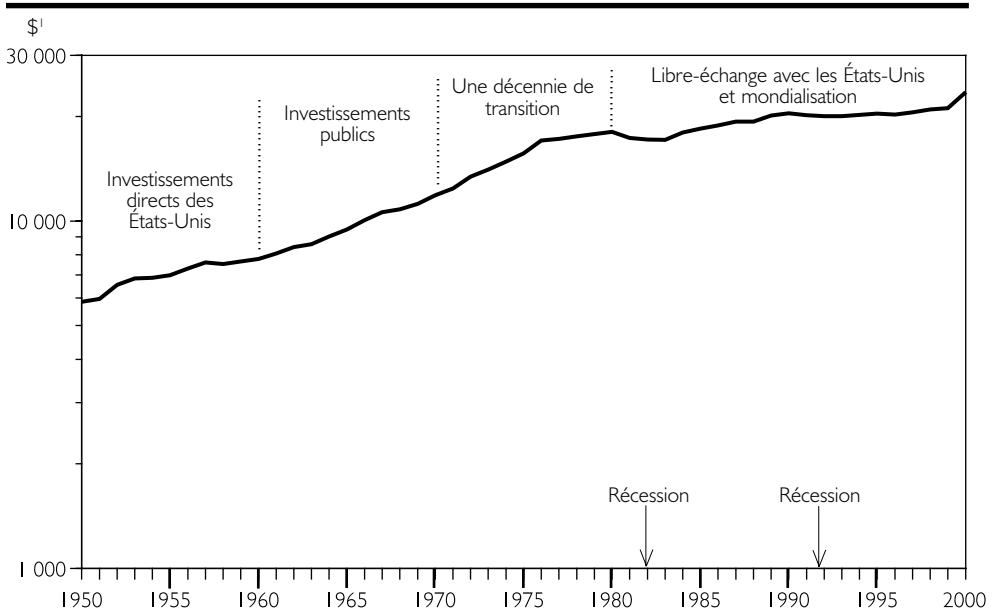
Comment ces résultats étonnants quant à l'évolution du pouvoir d'achat des Québécois durant le dernier siècle peuvent-ils être expliqués? D'abord en général, hausse du revenu et hausse des salaires vont de pair². Ensuite, une hausse de salaire réel sans hausse préalable dans la productivité de la main-d'oeuvre est impossible. Finalement, identifions les principaux éléments qui font augmenter la productivité. Ceux-ci sont nombreux : les investissements, la demande accrue pour les ressources naturelles, la taille du marché, l'adoption de la technologie la plus récente, la masse des connaissances de la population et enfin l'épargne, pour ne nommer que les six principales sources de richesse d'un pays.

Dans le reste de ce texte, nous allons constamment nous référer à l'un ou l'autre de ces six facteurs pour expliquer la performance d'une décennie du dernier siècle. Ainsi traçons-nous le démarrage de l'économie du Québec à l'abandon d'une technologie agricole désuète, soit l'agriculture de subsistance. Cette révolution agricole a été une condition nécessaire à la révolution industrielle du début du siècle au cours de laquelle la ville de Montréal a attiré toute la production canadienne des industries légères.

Ensuite la croissance dans les industries liées aux ressources naturelles a été permise par l'ouverture du marché des États-Unis, par les investissements massifs et surtout par l'abondance des ressources naturelles au Québec conjuguée à une pénurie dans la région du nord-est des États-Unis.

2. Le revenu personnel est composé de salaires pour les deux tiers alors que l'autre tiers est constitué par des transferts et des revenus de placements. En conséquence, il y a une forte corrélation entre salaire et revenu personnel. Par exemple, si l'on prend la période de 1960 à 1990, près de 100 % des hausses de revenu personnel sont attribuables à des hausses de salaires. Par contre, durant la décennie 90, l'absence de hausse dans le revenu personnel est reliée à des salaires stagnants durant cette décennie.

Voir Roma Dauphin, *Économie du Québec*, 1994, p. 153.



La grande dépression de 1929 et la Deuxième Guerre mondiale sont des événements dont l'impact fut diamétralement opposé. La grande dépression causait une chute dans les exportations de produits semi-transformés, propulsant le taux de chômage à un taux de 25 % et réduisant le taux d'utilisation des usines. Par ailleurs, la Deuxième Guerre mondiale élimina le chômage et produisit un taux d'utilisation sans précédent des usines et ressources du Québec.

L'épargne ainsi que les investissements privés et publics ont été le moteur de la période 1950-1970. Les années 70 sont marquées par une période de transition au cours de laquelle la productivité de la main-d'œuvre a chuté pour ne plus jamais revenir à son niveau antérieur. Aujourd'hui, on espère que la mondialisation et le libre-échange entre les États-Unis et le Canada revitaliseront l'économie mondiale et québécoise, que la productivité et les revenus retrouveront la croissance des belles années glorieuses.

L'abandon d'une agriculture de subsistance

Le tournant du siècle marque une étape décisive de transition à partir de l'ère préindustrielle vers un système industriel dont la caractéristique fondamentale est un progrès technologique presque continu. En 1901, les ruraux représentent encore 60 % de la population du

Québec, et la plupart des fermes pratiquent une agriculture de subsistance, chacune essayant de répondre à tous les besoins de la famille. Une famille de 10 individus pouvait modestement vivre sur une terre de 100 acres; une fois ce maximum de personnes atteint, les colons devaient s'enfoncer dans la forêt et défricher de nouvelles terres. Cette poussée vers de nouvelles terres n'est qu'un aspect d'une migration très importante, celle au cours de laquelle environ 500 000 Québécois ont émigré vers les États-Unis entre 1851 et 1901³.

À l'approche du tournant du siècle, il s'est peu à peu développé une nouvelle agriculture spécialisée qui pourra à la longue améliorer la production et la productivité, nourrir une population croissante incluant une population strictement urbaine. La nouvelle agriculture générera un surplus de main-d'oeuvre et deviendra éventuellement indispensable à la naissance des industries dans les villes, et à Montréal en particulier. On assiste donc de 1880 à 1901 à une réorientation de l'agriculture québécoise. L'habitant délaissera la culture de subsistance pour s'adonner à l'industrie laitière dont l'excédent des besoins de la famille sera vendu aux usines de beurre et fromage. En 1901, le succès de la conversion de l'agriculture en production laitière est désormais assuré, et les retombées sur les industries manufacturières restent à venir.

L'industrialisation de Montréal

À la première explication avancée pour l'émigration des Francophones, il faut en ajouter une autre complémentaire : soit l'incapacité de créer au Québec suffisamment d'emplois industriels pour absorber la croissance rapide de la population dans une société rurale qui n'avait plus de terres cultivables disponibles. Cette incapacité du Québec est attribuable à la politique protectionniste des États-Unis et à l'exiguïté des marchés du côté canadien. La politique nationale de 1879 éliminera l'obstacle d'un marché trop petit en incitant les Canadiens à s'approvisionner strictement chez les marchands de Montréal.

Le tableau 2 indique les quatre industries qui, en 1901, accaparaient les deux tiers de la production manufacturière du Québec. Ce sont l'alimentation, le cuir, le vêtement et le textile. Ces industries auront durant tout le siècle une position dominante. En 1992, elles

Tableau 2

Part de certaines industries motrices dans la production manufacturière, Québec, 1901, 1950 et 1992

Industries motrices	1901	1950	1992
	%		
Industries légères	66,2	40,0	26,6
Alimentation	26,6	18,5	16,7
Cuir	16,4	2,2	—
Vêtement	13,3	10,1	5,4
Textile	9,9	9,2	4,5
Industries technologiques	...	20,3	26,5
Produits chimiques	...	4,5	8,1
Matériel de transport	...	3,8	7,3
Produits électroniques	...	3,4	6,3
Produits métalliques	...	8,6	4,8

Sources : Michel Beauséjour, *Introduction à l'économie du Québec*, p. 7, pour l'année 1901.

Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada*, pour les années 1950 et 1992.

3. Le lien entre la fertilité des terres et l'émigration a été étudié par Marvin McInnis. « La grande émigration canadienne », *L'actualité économique*, mars 2000.

détiennent encore 26,6 % de la production manufacturière du Québec, une proportion qui se compare à la performance (26,5 %) des industries dites technologiques, qui étaient déjà présentes au Québec dans les années 50 à cause de la Deuxième Guerre.

L'apport d'une agriculture spécialisée, accompagnée d'un surpeuplement rural et de la protection du marché canadien accordée par la politique nationale ont provoqué une croissance accélérée de la production manufacturière du Québec. Quelques indices suffisent à montrer l'ampleur des changements : entre 1900 et 1910, la production manufacturière effectue un bond de 76 %, le revenu personnel réel par habitant s'accroît de 66,7 % (tableau 1), la population québécoise grimpe de 20 % pour la seule décennie 1900-1910, et enfin, la ville de Montréal, la grande gagnante, triplera sa population en dix ans.

La croissance des régions et le secteur des ressources

Dans le paysage industriel, on pouvait dès 1900 entrevoir qu'un deuxième grand groupe allait à son tour amener une croissance dans tout le Québec, mais particulièrement dans les régions éloignées. Il s'agit des industries directement issues de l'exploitation des richesses naturelles et du développement de l'hydro-électricité : le bois, les pâtes et papiers, l'industrie de la réduction et de l'affinage des métaux non ferreux (aluminium), la production minière.

Deux facteurs vont stimuler ce nouveau secteur. Le premier fut la Première Guerre mondiale qui va exercer une demande accrue sur les ressources naturelles du Québec. Le second, c'est le besoin en matières premières des États-Unis. En effet, la prédominance incontournable acquise par les États-Unis, avec une part de la production mondiale de 35 %, se reflétera dans des besoins importants en matières premières, et celles-ci seront importées du Québec. Cette demande des États-Unis pour nos ressources s'est concrétisée par l'entrée massive de capitaux américains au Québec. De 24 millions de dollars au Canada en 1896, ces capitaux ont atteint 546 millions en 1913.

Ce sont les Américains, par exemple, qui ont installé au Québec la première usine d'aluminium, se sont occupés de la production des pâtes et papiers, ont construit les centrales électriques et, enfin, ont creusé les mines québécoises. À partir de la décennie 20, les États-Unis sont devenus les premiers clients du Canada; ils achètent près de 80 % de la production des produits semi-transformés du Québec.

Tableau 3

Importance relative de certaines industries dans le produit intérieur brut, Québec, 1926, 1951, 1975 et 1998

Industries ¹	1926	1951	1975	1998
	%			
Industries du secteur primaire				
Agriculture	20,0	7,6	2,8	1,5
Forêts, mines, électricité	10,0	5,0	8,9	1,5
Industries du secteur manufacturier				
Bois et papier	17,0	12,0	10,2	8,3
Réduction et affinage (alumineries)	1,7	4,4	5,0	8,5
Total	48,7	29,0	26,9	19,8

1. L'industrie de la construction a été exclue.

Source : Statistique Canada, *Produit intérieur brut provincial par industrie* (15-203).

Au tableau 3, la production du secteur primaire et celle des produits semi-transformés du secteur manufacturier ont été additionnées pour mesurer l'importance de ce nouveau secteur. En 1920, les papetières, les alumineries, les centrales électriques et les mines constituent 48,7 % du total de la production primaire et manufacturière, incluant la part relative encore élevée de l'agriculture (20 %). Dans les décennies qui suivront, le déclin de l'agriculture se poursuivra, mais les papetières et les alumineries demeureront les plus grandes entreprises exportatrices du Québec avec une production dépassant 15 % du total de la production des biens pour chacune des quatre années du tableau 3.

La grande dépression

La grande dépression vient troubler le cours normal des choses. Cette crise a commencé en 1929 aux États-Unis et a atteint son creux en 1933. Le taux de chômage atteignit alors des sommets inégalés (taux supérieur à 25 %), surtout dans les grandes villes. Quant aux ruraux, ils s'en sortirent mieux à cause de la proximité d'une agriculture encore de subsistance et produisant des biens de consommation des plus essentiels. Dans la figure 1, le revenu personnel réel par habitant baisse de 3 785,80 \$ en 1929 à 2 941,20 \$ en 1933. Paradoxalement, c'est en 1933, au moment où le revenu personnel réel par habitant au Québec atteint un creux, que celui-ci est à son sommet par rapport à la moyenne canadienne. Cela s'explique par la plus grande sévérité de la crise dans l'Ouest et dans le centre du pays.

En 1930, l'économie du Québec dépendait beaucoup de ses exportations de produits semi-transformés : alumineries, bois et papier. Beaucoup d'entreprises dans ces industries s'étaient implantées au Québec dans le « boom » des années 20. Cette implantation récente explique en partie pourquoi la crise frappa plus durement que les autres l'industrie du papier journal.

Au Québec, la reprise, à partir du creux de 1933, fut exceptionnellement lente, et le chômage persista jusqu'en 1940. Cependant l'anticipation d'une guerre a encouragé une baisse du chômage et favorisé une élévation du revenu personnel réel par habitant dès 1938.

La Deuxième Guerre mondiale et la structure industrielle de l'après-guerre

De 1939 à 1953, il y eut deux guerres, la Seconde Guerre mondiale et celle de Corée (1951-1953). Ces deux conflits ont provoqué une croissance accélérée de l'économie qui fera atteindre au secteur manufacturier l'apogée de sa position relative. En effet, la production manufacturière occupera en 1951, 38,6 % de la main-d'oeuvre du Québec et représentera 45,9 % du produit intérieur brut (PIB), des chiffres qu'on ne reverra plus.

L'effort de guerre a fouetté surtout des nouvelles industries. Quatre industries, qui étaient à peine existantes en 1930, occuperont ensemble en 1950 plus de 20 % de la production manufacturière (tableau 2). Ce sont les industries chimiques, du matériel de transport (avions et navires), des produits électriques, et enfin, des produits métalliques.

La hausse phénoménale dans le revenu réel par habitant s'explique bien : de 1939 à 1945, les salaires versés par le secteur manufacturier triplent et les emplois manufacturiers doublent, passant de 220 000 à 437 000. La performance des quatre industries est étroitement

reliée à celle de l'économie dans son ensemble. En dépit de la croissance des nouvelles industries souvent axées sur le militaire, l'industrie légère demeure le grand pourvoyeur des emplois au Québec. Comme le tableau 2 le suggère, l'industrie légère domine encore largement en 1950. Ce n'est qu'après 1990 que l'industrie légère perd sa position dominante et cela au profit des quatre industries qui avaient bénéficié de la Deuxième Guerre mondiale. En effet, après avoir peu évolué entre 1950 et 1990, la chimie, le matériel de transport et les produits électriques, trois productions à caractère technologique, ont connu à la fin du siècle des hausses remarquables dans leur production et leurs exportations. En fait, en 1992, l'industrie légère et les industries technologiques sont nez à nez, chaque secteur ayant près de 27 % de la production manufacturière du Québec. Selon toute vraisemblance, la production de ces quatre industries atteindra le tiers de la production manufacturière du Québec en l'an 2000, reléguant à un fait du passé la prédominance de l'industrie légère au Québec.

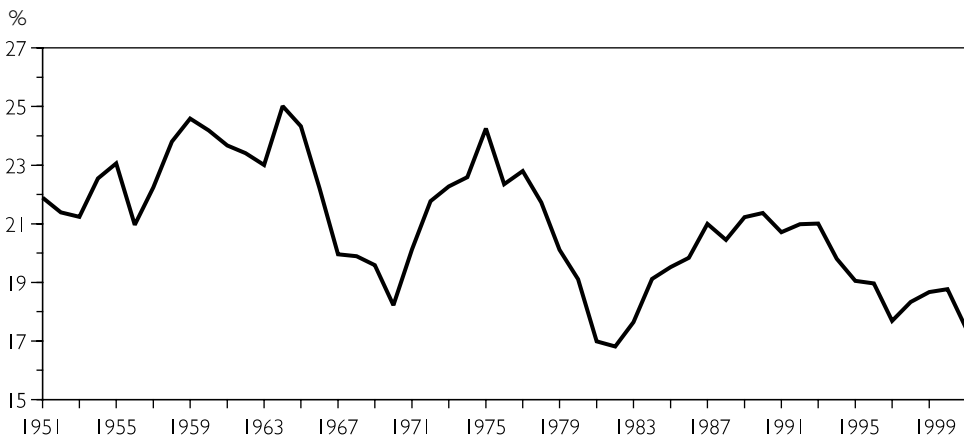
Les investissements privés et publics de 1950 à 1970

Au début des années 50, deux forces poussaient l'économie vers une croissance rapide : les dépenses de l'État en expansion et l'énorme demande étrangère pour des ressources naturelles. En fait, le bois, les pâtes et papiers, l'amiante, l'aluminium et le cuivre comptaient pour plus de 60 % des exportations internationales du Québec dans les décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale.

À cause de l'abondance des ressources naturelles au Québec, la demande des États-Unis a été, à nouveau, à l'origine d'un autre bond du secteur des ressources naturelles. Les auteurs du *Rapport Paley* de 1952 indiquent, en effet, que les États-Unis connaissaient une pénurie de matières premières. Aussi recommandent-ils aux entreprises d'accroître leurs opérations et leurs investissements à l'étranger, notamment au Canada et au Québec. Ce signal déclencha une période où les États-Unis ont massivement investi au Québec.


Figure 2

Part du Québec dans l'investissement¹ total fait au Canada, 1951-2001



1. Investissement non résidentiel.

Source : Statistique Canada, Division de l'investissement et du stock de capital (1951 à 1998); Cansim, matrice I1500 et I1524 (1999-2001).



À côté de ces investissements de nature privée, les années 60 donnent lieu aussi à plusieurs investissements publics tels que la construction du complexe de la Manicouagan, d'écoles, d'hôpitaux, d'équipements de toute nature, du métro de Montréal, de routes et d'autoroutes un peu partout au Québec. La figure 2 reflète bien le « boom » des investissements réalisés au cours de cette période. En effet, l'investissement total fait au Québec entre 1950 et 1970 correspond à environ 22-23 % de l'investissement total fait au Canada, alors que la part du Québec dans les investissements du Canada tombe à environ 20 % dans la période 1970-2000. Compte tenu de l'absence de puits de pétrole au Québec et du secteur minier moins important que dans le reste du Canada, deux secteurs exigeant beaucoup d'investissements, la production québécoise exige normalement moins d'investissements qu'ailleurs au Canada.

Les investissements ont indéniablement eu pour effet de pousser vers le haut les salaires et le revenu personnel au cours de la période 1950-1990. En effet, il y a eu dans les années 60 des investissements qui viendront dès 1970 stimuler les salaires et l'économie. Ce sont les investissements en éducation faits à chaque année depuis le début des années 60.

Une décennie de transition : les années 70

La décennie 70 donne lieu à la construction du vaste complexe de la baie James à un moment où les investissements privés diminuent.

Cette décennie est marquée par des contradictions : un taux de chômage élevé qui tire vers le bas le niveau de vie, alors que certains groupes s'en tirent avec des hausses importantes de revenu. La montée du chômage fut enclenchée par une hausse du prix du pétrole sur le plan mondial. En 1973, le prix du pétrole quadruple, une hausse qui désorganise tellement la production que la productivité de la main-d'oeuvre s'en ressent encore trente ans plus tard. Cette forte hausse du prix de l'énergie a eu pour effet de rendre désuète une grande partie des équipements productifs qui n'étaient pas conciliables avec les coûts énergétiques élevés.

En même temps que l'économie ralentissait, les salaires dans le secteur public et le secteur manufacturier du Québec ont entrepris une envolée qui leur a permis de rejoindre les hauts salaires de l'Ontario. Le niveau des prix a doublé de 1970 à 1980 faisant des perdants de ceux dont le salaire ne pouvait rattraper l'inflation. À partir du milieu des années 70, les gouvernements luttent contre l'inflation, ce qui entraîne des taux d'intérêt records. Le ralentissement économique atteint son sommet en 1982, année pendant laquelle le Québec subit la plus forte diminution de son revenu réel depuis la crise des années 30.

L'impact des États-Unis et l'effet de la mondialisation

Au cours des deux dernières décennies du siècle, l'économie mondiale progresse péniblement et les années de forte croissance qui ont suivi immédiatement la fin de la Deuxième Guerre semblent irrécupérables. Le taux annuel de croissance du PIB mondial dépassa le 4 % de 1950 à 1973, puis baissa à 2 % pour la période de 1973 à 1989. En dépit d'une performance exceptionnelle des États-Unis pour la décennie 90, la piètre performance du

Japon vient réduire la croissance de l'économie mondiale⁴. Quant à l'économie du Québec, les décennies 80 et 90 sont à l'image de l'économie mondiale avec les plus faibles taux de croissance du revenu réel du siècle, exception faite de la grande dépression.

Un deuxième phénomène, en plus d'une croissance lente de l'économie, caractérise la dernière période du siècle, c'est celui de la mondialisation et du libre-échange avec les États-Unis. Par mondialisation, on se réfère ici à la baisse phénoménale dans le coût des communications. Cette baisse a pour conséquence de rendre les capitaux plus mobiles tout en rendant les taux de change instables. Ce phénomène de mondialisation incite les pays à la défensive. Par ailleurs le libre-échange est souvent l'expression d'une stratégie plus offensive : un petit pays cherchant à obtenir la protection d'un voisin plus puissant.

L'impact économique des États-Unis

Dans ce nouveau contexte international, il est utile de revenir en arrière et d'examiner, depuis le début du siècle, l'impact économique des États-Unis sur le Canada et le Québec. Nous avons dit que le capital investi par les États-Unis le fut surtout dans la transformation des ressources naturelles et le développement des industries à caractère technologique. Dans la décennie 60, la présence américaine au Québec et au Canada était si visible que des inquiétudes se sont fait sentir à ce sujet. À la fin de 1960, les non-résidents contrôlaient le tiers de tout le capital employé dans les industries non financières au Canada; leur participation dans l'industrie manufacturière du Canada dépassait les 60 % et le Canada leur devait en 1980 près de 50 milliards de dollars. Cette somme constituait 80 % de la dette extérieure totale du Canada.

Emprunter à l'étranger n'a rien de bon ou de mauvais en soi. Tout dépend de la raison de l'emprunt et de l'usage des fonds obtenus. On peut vouloir emprunter lorsqu'il se présente des occasions d'investir susceptibles de procurer un bon rendement au-delà même de l'intérêt à payer sur le capital emprunté. C'est ce qui est arrivé au Québec entre autres pour une raison précise : les États-Unis ont surtout prêté au Canada sous forme d'investissements directs. Ce type de transfert de fonds avait comme inconvénient que le contrôle de l'usine passait alors dans les mains des Américains. Par contre, le Canada n'avait pas à rembourser une dette en versant à chaque exercice une somme fixe en intérêts. Les dividendes à payer aux États-Unis pouvaient être minimes, comme au cours de la grande dépression, ou plus élevés dans les périodes de haute conjoncture. Cette souplesse dans le remboursement de la dette s'est avérée très utile pour accroître les échanges entre les deux pays.

Qu'est-il advenu, depuis le début du siècle, des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis? Le tableau 4 présente l'évolution, de 1900 à 2000, de la part des exportations et des importations canadiennes allant aux États-Unis ou en provenance des États-Unis. Il indique une hausse graduelle de l'importance du marché des États-Unis pour les exportations canadiennes sans que, par ailleurs, les importations canadiennes en provenance de ce pays n'augmentent vraiment tout au long du siècle. Ces deux phénomènes sont à la source de l'important surplus commercial du Canada avec son voisin du Sud. Le surplus est apparu dans la décennie 70 et atteindrait en l'an 2000, 54 milliards de dollars canadiens.

4. W. O. Brown et J. S. Hagandom, *International Economics*, New York, Addison-Wesley, 1994, p. 10.

Tableau 4

Part des exportations et des importations canadiennes, vers ou en provenance des États-Unis, Canada, 1900-2000

Année	Exportations	Importations
	%	
1900	38,3	60,3
1910	38,0	60,8
1920	45,6	69,0
1930	42,8	68,8
1940	41,1	66,1
1950	53,6	67,1
1960	55,7	67,2
1970	65,4	68,0
1980	66,0	70,1
1990	75,4	68,7
2000	86,1	73,5

Source : Statistique Canada, *Annuaire du Canada*.

La hausse des exportations canadiennes se fait en trois étapes

Un accroissement des exportations de ressources naturelles et de produits à caractère militaire fera passer de 41,1 % en 1940 à 53,6 % en 1950 la part des exportations du Canada allant aux États-Unis.

Dix autres points de pourcentage seront acquis durant la décennie 60 (de 55,7 % à 65,4 %) grâce au Pacte de l'automobile de 1965. Ce pacte est une entente, dite de libre-échange, pour rationaliser la production d'automobiles entre les États-Unis et le Canada. L'assemblage des automobiles doublera en peu de temps; le Québec héritera d'une usine construite au nord de Montréal. Cependant, c'est l'Ontario qui fut la grande gagnante avec plus de 85 % de la production canadienne. Cette entente de 1965, comme c'est le cas pour tout accord de libre-échange qui n'est pas ouvert à tous les pays et à tous les produits, sera jugée discriminatoire par l'Organisation mondiale envers les entreprises japonaises et européennes. Un autre aspect particulier de cet accord, c'est que les trois grands de l'automobile en Amérique du Nord (General Motors, Ford, Chrysler) ont joué un rôle prédominant dans les négociations du Pacte de 1965. Bref, les négociations ne furent pas bilatérales entre le gouvernement du Canada et celui des États-Unis mais se concentraient, d'une part, entre le Canada et les trois grands et, d'autre part, entre les États-Unis et les trois grands, laissant beaucoup de jeu aux trois multinationales pour réaliser des gains.

Enfin, l'accord de libre-échange de 1989, entre le Canada et les États-Unis, aura aussi définitivement l'effet de faire grimper les exportations du Canada vers les États-Unis de 20 points de pourcentage (de 66,0 % en 1980 à 86,1 % en 2000). Le Québec fait maintenant partie de l'ALENA, et il est invité avec 34 pays à entrer dans une vaste zone de libre-échange hémisphérique en l'an 2005. Les États-Unis seront le leader incontesté de cette nouvelle zone, ce qui viendra compenser pour un certain recul du leader du monde sur le plan international au cours des quarante ans qui ont suivi la fin de la Deuxième Guerre mondiale⁵. Par ailleurs, si les pays des Amériques se mettent à travailler ensemble, ils peuvent faire contrepoids aux États-Unis.

5. Le déclin des États-Unis se mesure par l'évolution de son produit intérieur brut (PIB) en proportion de celui des cinq autres pays (Allemagne, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) qui présentent les PIB les plus élevés; en 1950, le PIB des États-Unis représentait 57,0 % de l'ensemble des PIB des 6 pays, alors qu'en 1994, cette proportion est passée à 47,1 %. Un autre indicateur du recul des États-Unis au plan mondial, c'est l'accroissement de sa dette (déficit au compte courant) depuis 1984.

Ce parti pris du Québec envers le libre-échange comporte certains risques puisqu'il ouvre la porte aux entreprises multinationales. Ces entreprises deviennent graduellement le maillon essentiel entre les États-Unis et le Québec tant sur le plan des mouvements de capitaux, des flux technologiques que des circuits commerciaux. Bref, les mutations actuellement en cours à l'échelle mondiale se caractérisent par une intégration dans laquelle les sociétés multinationales jouent un rôle incontournable.

Cette tentative de rentabiliser l'économie mondiale par la mondialisation et le libre-échange, sans être vouée à l'échec, rencontrera beaucoup de résistance. Plusieurs reprochent aux multinationales de contribuer à creuser un fossé entre bien-nantis et pauvres. Faut-il rappeler que, en dépit de ces craintes légitimes, l'État est encore un acteur important et qu'un accord de libre-échange ne peut être conclu sans l'aval des États.

Dans le nouveau contexte international, le Québec risque-t-il de gagner ou de perdre? Depuis deux siècles, l'économie du Québec, en s'arrimant aux différents chefs de file de l'économie mondiale, a réussi à suivre le courant. Cette stratégie s'est avérée particulièrement bonne lorsque le Québec a accepté de lier l'évolution de son économie à celle des États-Unis. Elle pourrait s'avérer encore profitable puisque les États-Unis, dont le PIB a décliné de 1950 à 1990, se sont fortement redressés dans la décennie 90 avec un taux de croissance qui a dépassé celui de tous les autres puissants pays du monde. Cette situation accroît les risques de pertes pour le Québec s'il devient trop dépendant et incapable de s'adapter à un contexte sur lequel il n'a plus aucune prise.

L'effet de mondialisation et la dette extérieure

Alors que le libre-échange entre deux pays accroît la part des exportations d'un pays vers son partenaire, et donc la dépendance du premier pays, la mondialisation, qui est l'ouverture d'un pays à l'ensemble des autres pays, tend, au contraire, à réduire la dépendance d'un pays. Il devient facile pour celui-ci de diversifier les sources de son financement à l'étranger, notamment.

Cette diversification, qui est une facette de la mondialisation des marchés financiers, constitue une tendance globale relativement récente avec pour point de départ la décennie 80. Elle est en grande partie le résultat de bien meilleurs moyens de communication internationale ainsi que d'une déréglementation plus poussée des marchés intérieurs.

Prenons un exemple concret de cet effet de mondialisation. Jusqu'en 1980, près de 80 % de la dette extérieure du Canada était une somme due aux États-Unis. Vingt ans plus tard, les États-Unis ne détiennent plus que 40 % de la dette extérieure canadienne. Comment cette réduction si importante dans la dépendance du Canada par rapport aux États-Unis fut-elle possible? À partir du début des années 80, le Canada a stabilisé sa dette envers les États-Unis. Ensuite il s'est mis à satisfaire ses besoins financiers nouveaux au Japon et en Europe. La multiplication des créanciers est un avantage non négligeable pour une petite région comme le Québec qui a besoin d'emprunter à l'étranger.

Enfin, comme les hausses de dette extérieure furent surtout le résultat des déficits du secteur public, les prêts ont été faits sous la forme d'obligations plutôt que d'investissements directs, les frais d'intérêt devenant beaucoup plus importants que les dividendes.

En dépit de l'effet de mondialisation et des faibles niveaux d'intérêts payés, le service de la dette extérieure n'a jamais été aussi élevé qu'à la fin de la décennie 90. En l'an 2000, le Canada verse 30 milliards en intérêts et dividendes à des non-résidents, un chiffre qui est égal à 10 % de la dette extérieure nette du Canada. Cette hausse dans la dette extérieure est le résultat des déficits du secteur public qui heureusement ont été effacés récemment.

L'austérité au Québec depuis 1990, telle que mesurée par la courbe du revenu personnel réel par habitant, est la conséquence du remboursement de la dette extérieure. Le service d'une dette extérieure se fait toujours par un surplus de la balance commerciale... surplus qui signifie un manque à gagner au pays.

La chute du dollar canadien à environ 65 cents américains est étroitement reliée au service de la dette extérieure. Du début du 20^e siècle jusqu'en 1981, le dollar canadien fut au pair à 10 cents près avec le dollar américain. Un dollar aussi faible que 65 cents américains est le moyen pour le Canada de dégager le surplus nécessaire pour le service de la dette à payer aux non-résidents. Enfin, pourrait-on apporter un contre-argument à l'effet de la mondialisation. En effet, à cause de ce phénomène, le dollar canadien est probablement sous-évalué et en conséquence, le fardeau de la dette extérieure est d'autant plus élevé. Évidemment cela suppose que le Canada doit rembourser une partie de sa dette en devises étrangères.

La croissance comparée de l'économie du Québec

Dans une comparaison internationale des niveaux de vie des pays, il est préférable, plutôt que d'utiliser un seul indicateur comme nous l'avons fait jusqu'à présent, de recourir à plusieurs informations complémentaires. Le revenu personnel d'une région est une mesure du revenu gagné par les particuliers, plus les paiements de transferts reçus de l'État; c'est le principal critère utilisé dans une comparaison des régions d'un même pays.

Quand la comparaison se fait entre deux pays, les choses se compliquent. À cet effet, on préfère comparer les PIB, une mesure couramment utilisée dans les comparaisons internationales. Comme, depuis la mondialisation, la mobilité accrue des capitaux rend les taux de change très instables, la méthode traditionnelle qui consiste à convertir le PIB d'un pays en taux de change courant peut envoyer de faux signaux sur la situation relative d'un pays. Il existe toutefois différents moyens de contourner ce problème, et lorsque l'on y recourt, les chiffres sur l'évolution du revenu personnel et du PIB d'une région ou d'un pays convergent⁶.

Nous avons calculé, en se servant du revenu personnel, que le coefficient multiplicateur du niveau de vie des Québécois au cours du 20^e siècle était d'environ 10. Celui-ci est supérieur aux coefficients les plus comparables calculés pour un certain nombre de petits pays : Belgique et Pays-Bas, 5, et Norvège et Suède, 9⁷. Cette comparaison indique bien que la croissance de ces pays aujourd'hui industrialisés a été remarquable, avec le Québec en tête.

Le PIB et le revenu personnel sont des agrégats dont la mise en valeur des composantes peut véhiculer une information. Par exemple, la croissance de la population, une composante de ces deux agrégats, peut expliquer à elle seule l'évolution de ceux-ci. C'est la raison pour laquelle il est normal de présenter ensemble les chiffres sur la population et ceux sur le revenu par habitant.

6. Par exemple, en ce qui concerne la période de 1926 à 1986, le revenu personnel réel par habitant s'est multiplié par 4,7, alors que le PIB augmente d'un facteur de 4,2. Calculs faits à partir des données de Germain Hébert dans « Les comptes économiques de 1926 à 1987 », article paru dans *Le Québec statistique*, 1989.
7. A. Madison, *L'économie mondiale de 1820 à 1892*, Paris, OCDE, 1995.

Tableau 5

Proportion du revenu réel par habitant par rapport au revenu réel moyen national, et part de la population régionale dans l'ensemble de la population du pays, région du Nord-Est des États-Unis, provinces de l'Atlantique, Québec et Ontario, 1926-2000

Année	Nord-Est des États-Unis		Provinces de l'Atlantique		Québec		Ontario	
	Population	Revenu réel par habitant	Population	Revenu réel par habitant	Population	Revenu réel par habitant	Population	Revenu réel par habitant
	%							
1926	30,0	127,0	13,6	66,0	27,6	85,0	33,0	114,0
1933	30,0	129,0	12,6	61,0	27,7	94,0	33,0	129,0
1940	27,4	121,0	12,2	70,0	29,0	88,0	32,9	124,0
1950	25,8	109,0	11,5	70,0	29,0	85,0	32,8	121,0
1960	24,8	106,0	10,4	72,0	28,8	90,0	34,0	117,0
1970	24,1	108,0	9,5	72,0	28,0	89,0	35,7	118,0
1980	21,7	106,0	9,0	74,0	25,8	94,0	36,0	107,0
1990	20,4	112,0	8,5	76,2	25,5	93,0	36,6	114,0
2000	7,8	..	24,0	..	37,7	..

Sources : *Statistical Abstract of States*, 1999.
Statistique Canada, Cansim.

Le tableau 5 présente la proportion du revenu réel par habitant par rapport au revenu réel moyen national et la proportion de la population régionale dans l'ensemble de la population du pays, et ce, pour le Nord-Est des États-Unis (Nouvelle-Angleterre et région de l'Atlantique) d'une part, et pour les provinces de l'Atlantique, le Québec et l'Ontario, d'autre part. Les trois régions choisies pour établir une comparaison avec le Québec y sont limitrophes.

L'analyse de ces données permet de faire ressortir les faits suivants quant à l'évolution économique du Québec au 20^e siècle.

- La part de la population québécoise comme celles des provinces de l'Atlantique et de la région du Nord-Est des États-Unis ont toutes décliné par rapport à la population totale de leur pays. Ce n'est pas le cas en Ontario. Parmi les trois régions ayant une population relative déclinante, le Québec était encore en 1998 celle qui avait la chute relative de population la plus faible, les provinces de l'Atlantique étant la pire région avec un recul de 5,8 points de pourcentage, passant de 13,6 % de la population canadienne en 1926 à seulement 7,8 % en 2000.
- Le Québec, à l'instar des provinces de l'Atlantique, a vu la part de son revenu personnel par habitant par rapport au revenu canadien moyen par habitant s'accroître au cours du siècle. En effet, sur le plan de son niveau de vie, le Québec se situait en 1926 à 85 % de celui du Canada alors qu'en 2000, il en est à 93 %. Le Québec devance les provinces de l'Atlantique dont le revenu par habitant n'est qu'à 76,2 % de celui du Canada. Par ailleurs, la région du Nord-Est des États-Unis et l'Ontario se situent toutes les deux à un niveau de vie d'environ 14 % plus élevé que la moyenne de leur pays respectif.
- Les deux composantes du revenu personnel (population et revenu personnel par habitant) prises ensemble suggèrent que le Québec a su très bien s'adapter au cours du siècle, adoptant les stratégies qui s'imposaient pour rester dans la course des régions. Des quatre régions citées, il ne fait pas de doute que c'est au Québec que sont advenus les plus grands changements dans les valeurs de la société et la gouvernance de celle-ci : la révolution tranquille de 1960 est arrivée juste à temps pour que le Québec puisse prendre le train de la fin du siècle.

- Une comparaison entre les États-Unis et le Canada permet de déceler quelques gains de ce dernier par rapport au premier :
 - sur le plan de la population canadienne notamment qui passe de 7,0 % de celle des États-Unis en 1900 à 11,3 % en 1999;
 - sur le plan du PIB par habitant : en 1900 les Canadiens n'avaient un PIB par habitant que de 68,0 % de celui des États-Unis, alors que celui-ci se situe aujourd'hui entre 70,8 % et 88,0 % selon le taux de change choisi⁸;
 - quant au PIB du Canada, il a probablement doublé par rapport à celui des États-Unis au cours du siècle.

Conclusion

Jusqu'en 1900, le Québec et son économie préindustrielle reposent sur une agriculture de subsistance.

Deux événements importants prédominent à partir de ce moment. D'une part, l'agriculture se spécialise dégageant un surplus de production et de main-d'oeuvre. D'autre part, au même moment, un démarrage industriel axé sur l'industrie légère s'effectue. Enfin, le contexte de la Deuxième Guerre et une richesse accrue aux États-Unis favorisent l'émergence d'un deuxième grand secteur de spécialisation au Québec : les industries liées à l'exploitation des ressources naturelles et au développement de l'hydro-électricité.

Les années 1929-1938 sont des années de crise. Le passage à une économie de guerre, de 1939 à 1945, permet le retour d'une croissance accélérée. De nouvelles industries apparaissent : celles des produits chimiques et des appareils électriques. Ces industries deviendront un demi-siècle plus tard les moteurs de l'économie.

Des investissements américains et publics viennent, de 1950 à 1970, soutenir une croissance rapide. Les investissements en éducation faits à partir de 1960 ont été une source importante de croissance au cours de la décennie 70. En dépit d'une croissance remarquable, cette décennie en est une de transition entre, d'une part, la croissance accélérée des années antérieures et, d'autre part, le développement plus lent des deux décennies suivantes.

À partir de 1980, s'amorce une période de ralentissement de l'économie mondiale et de celle du Québec. À l'instar des autres économies, on compte sur la mondialisation et le libre-échange pour insuffler à l'économie l'énergie qui sortira le Québec d'une période de stagnation. La hausse décennale dans le revenu personnel réel par habitant ne fut que de 15 % environ au cours de la décennie 90.

8. Depuis l'ère de la mondialisation notamment, depuis que les mouvements de capitaux ont plus d'influence sur les taux de change que les flux de commerce, il est devenu impossible de comparer le PIB du Canada à celui des États-Unis comme on pouvait le faire en 1950 strictement en convertissant le PIB américain en dollars canadiens au moyen du taux de change courant. Cet obstacle est contourné en présentant deux estimations du PIB, l'une sur la base du taux de change en 1990 (1 \$ US = 1,30 \$ can.), l'autre avec le taux de change courant de 1998 (1 \$ US = 1,50 \$ can.).

Références

- AITKEN, G. J., et autres. *The American economic impact on Canada*, Durham, N.C., Duke University Press, 1959.
- BEAUSÉJOUR, Michel. *Introduction à l'économie du Québec*, Montréal, Études Vivantes, 1996.
- BROWN, W. O. et J. S. HAGANDOM. *International Economics*, New York, Addison-Wesley, 1994.
- CALDWELL, G. et B. D. CZOTNOCKI. « Un rattrapage raté. Le changement social dans le Québec d'après guerre 1950/1974 : une comparaison Québec/Ontario », *Recherches sociographiques*, vol. XVIII, n° 1, janvier-avril 1977.
- COMEAU, Robert (éd.). *Économie québécoise*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1969.
- DAUPHIN, Roma. *Économie du Québec*, Montréal, Beauchemin, 1994.
- FORTIN, Pierre. *L'endettement extérieur croissant du Canada*, dans les actes du congrès de l'ASDEQ, 1993.
- FRÉCHETTE, Pierre et Jean-Paul VÉZINA. *L'Économie du Québec*, 4^e édition, Montréal, Études Vivantes, 1990.
- HAMELIN, Jean et Jean PROVENCHER. *Brève histoire économique du Québec*, Montréal, Fides, 1971.
- HÉBERT, Germain. « Les comptes économiques de 1926 à 1987 », *Le Québec statistique*, Québec, Bureau de la statistique du Québec, 1989.
- HÉBERT, Germain. « Les multiplicateurs d'emploi de l'économie québécoise », *Revue statistique du Québec*, Bureau de la statistique du Québec, mars 1974, p. XVI-XX.
- HIRSCH, Robert D. *Les origines et la nature des déséquilibres régionaux du Québec*, Québec, Conseil d'orientation économique du Québec, 1967.
- LALIBERTÉ, Lucie. « La mondialisation et le bilan des investissements du Canada », *Cahier de recherche*, Ottawa, Statistique Canada, 1997.
- MADISON, A. *L'économie mondiale de 1820 à 1892*, Paris, OCDE, 1995.
- REYNAULD, André. *Institutions économiques canadiennes*, Montréal, Beauchemin, 1964.
- TREMBLAY, Diane G. et Vincent VAN SCHENDEL. *Économie du Québec et de ses régions*, Montréal, Saint-Martin, 1991.